

REPUBLIQUE FRANCAISE



BAS-RHIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 mai 2019

sous la présidence du Maire, **M. Jean-Louis HOERLE**

Nombre des membres élus : 33 Conseillers en fonctions : 33

Conseillers présents : 24 Conseillers absents : 9

dont 9 excusés

8 membres ont voté par procuration.

11) POINT DE L'ORDRE DU JOUR :

TRANSFERT DU SERVICE PETITE ENFANCE DU CCAS VERS LA VILLE DE BISCHHEIM

Rapporteur : Madame Bernadette GILLOT, Adjointe au Maire.

ADOpte A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Préfecture
le 27/05/2019
et de la publication / notification
le 28/05/2019
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 24 MAI 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Transfert du service petite enfance du CCAS vers la Ville de Bischheim

Le Centre Communal d'Action Sociale de Bischheim (CCAS) est un Etablissement Public Administratif régi par les dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles (Article L 123-6 du CASF), qui a pour mission d'animer et coordonner, sur le territoire communal bischheimois, la mise en œuvre des politiques sociales à destination des familles, des enfants, des personnes âgées ou encore de nos concitoyens les plus fragiles.

Depuis plusieurs années, la Ville de Bischheim et le CCAS œuvrent ainsi ensemble à l'amélioration du quotidien des Bischheimois, en apportant de nouveaux services aux familles, à la jeunesse et aux seniors.

Un plus grand rapprochement entre ces deux entités est aujourd'hui nécessaire pour conforter tout d'abord le CCAS dans sa mission de premier opérateur municipal de l'action et du développement social pour les bischheimois les plus fragiles ainsi que dans son rôle de proposition et d'expertise des besoins sociaux des publics prioritaires de la commune.

Ce rapprochement permettra en outre de constituer au sein des services municipaux un ensemble plus cohérent articulant, notamment dans le cadre du projet éducatif de territoire, la politique en faveur de la petite enfance avec celle relevant de l'école et des enfants en âge scolaire.

Afin de mener à bien ce rapprochement, deux formes d'organisation sont prévues :

1. La reprise d'activité

L'activité petite enfance, telle que gérée par le CCAS, représente actuellement environ 60 agents, 6 bâtiments et un volume financier d'environ 2.4 M€.

Au terme du projet de rapprochement ainsi envisagé, le service petite enfance, qui sera intégré au 1er juin 2019 au Pôle Enfance / Education, aura pour mission la conduite stratégique et opérationnelle de la politique de la petite enfance à Bischheim, ainsi que l'information et l'accompagnement des parents.

Il portera sur la gestion de 6 établissements d'accueil du jeune enfant (accueil collectif et accueil familial au domicile d'assistantes maternelles) pour un volume d'environ : 141 places, et d'un Relais Assistants Maternels ainsi que d'un Lieu d'Accueil Parent Enfant.

Il mettra en œuvre, avec l'ensemble du pôle Enfance / Education, le partenariat municipal avec les institutions (CAF, Département...) et les acteurs associatifs Bischheimois de la petite enfance, en particulier les associations gestionnaires d'établissements d'accueil, le cas échéant.

La création de ce service municipal de la petite enfance se fera dans le strict respect des engagements, pratiques et modes de gestions mis en œuvre jusqu'ici par le CCAS. Elle s'effectuera à effectifs constants et sans incidence pour tous les personnels transférés (agents non titulaires) et mutés (agents titulaires) qui ont la garantie de la neutralité de ces changements sur leurs situations individuelles.

En effet, seuls les agents non titulaires de droit public et de droit privé, quel que soit le motif de recrutement, se voient transférés dans le cadre d'un transfert d'activité entre personnes publiques. (Loi 83-634 du 13.07.1983 – art 14 ter).

Les fonctionnaires stagiaires et titulaires ne sont pas concernés, car lorsque l'activité d'un service est transférée à une autre personne morale et qu'aucune disposition spéciale ne prévoit le transfert des fonctionnaires, le service est supprimé. Cela implique la suppression des emplois affectés à ce service après avis du Comité Technique. (Loi 84-53 du 26/01/1984 – art 97).

Cependant, il est possible pour les fonctionnaires affectés au service transféré de continuer à exercer leurs fonctions au sein de la personne publique qui reprend l'activité dans le cadre d'une mutation, d'un détachement ou d'une mise à disposition, mais seulement en cas d'accord de l'agent. (Loi 84-53 du 26/01/1984 – art 51, 61 et 64).

Ainsi, les agents non titulaires (CDD et CDI) pourront être transférés du CCAS vers la Ville de Bischheim. Et les agents titulaires pourront être mutés avec leur accord du CCAS vers la Ville de Bischheim.

2. La mise à disposition

Concernant les biens mobiliers et immobiliers, le CCAS est actuellement soit propriétaire, soit gestionnaire. Les biens dont il est propriétaire, et qui sont concernés par le rapprochement, seront dans un premier temps mis à disposition de la Ville de Bischheim. Par la suite, ces biens pourront faire l'objet de cession / acquisition ou d'échange.

Enfin, il est entendu que la Ville de Bischheim se substituera au CCAS dans tous les contrats et marchés nécessaires au fonctionnement et à la gestion du service. Cette substitution doit être autorisée par l'assemblée, tout comme la signature des conventions de mise à disposition, sachant que l'inventaire physique et comptable des biens ainsi « transférés » est en cours de réalisation.

Les dispositions générales propres aux ressources humaines, aux biens mobiliers, ainsi qu'aux modalités d'organisation des concours apportés par la Ville de Bischheim au bon fonctionnement du CCAS feront l'objet de délibérations et conventions dédiées dont il appartiendra à l'assemblée d'en approuver les termes.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles pris notamment en ses articles L 123-4 et suivants et R123-1 et suivants,

VU l'avis favorable du Comité technique Commun Ville et CCAS de Bischheim en date du 13 mai 2019.

VU l'avis favorable du Comité Directeur en date du 6 mai 2019.

VU l'avis favorable de la Commission des Finances en date du 15 mai 2019

VU l'objectif poursuivi, visant à conforter le CCAS dans ses missions d'opérateur municipal du développement social et à permettre à la Ville de Bischheim de centraliser et de rendre plus cohérentes les politiques menées en faveur de la petite enfance et de l'éducation,

VU la volonté de reprendre en conséquence l'activité petite enfance et de créer à cet effet un service municipal dédié,

VU l'exposé de Monsieur le Maire,

CONSIDERANT que le Conseil Municipal doit délibérer sur le transfert du service petite enfance du CCAS vers la Ville de Bischheim, selon les dispositions de la loi 2011 – 525 : article 111 et de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 : articles 97, 51, 61 et 64.

CONSIDERANT la nécessité qu'il y a de garantir par ailleurs la continuité de l'activité petite enfance en autorisant la Ville de Bischheim à se substituer au CCAS dans tous les contrats et marchés nécessaires au fonctionnement et à la poursuite de cette activité comme du service concerné,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

décide

- d'approuver le principe d'une reprise de l'activité petite enfance par la Ville de Bischheim,
- d'approuver en conséquence l'intégration fonctionnelle à compter du 1^{er} juin 2019 du service petite enfance au pôle Enfance / Education de la Ville de Bischheim,
- d'autoriser la Ville de Bischheim à se substituer et, par voie d'avenant si nécessaire, au CCAS dans tous les contrats, marchés ou conventions nécessaires à la continuité et fonctionnement de l'activité petite enfance et du service municipal concerné,
- d'autoriser la Ville de Bischheim à percevoir toute recette liée à la petite enfance et versée au CCAS postérieurement au 31/05/2019,
- d'autoriser l'application par la Ville de Bischheim à compter du 1^{er} juin 2019 des tarifs petite enfance actuellement en vigueur au CCAS,
- d'autoriser à cet effet M. le Maire ou son représentant à signer tout acte, document, marché, se rapportant à la présente affaire.

autorise

Monsieur le Maire à prendre les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Préfecture
le 27/05/2019
et de la publication / notification
le 28/05/2019

Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 24 MAI 2019

LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE